

## OPINION

# Les droits des musulmanes font partie des droits des femmes

■ L'interdiction de signes ou vêtements religieux dans l'emploi ou le secteur public constitue une discrimination.

Collectif de femmes musulmanes européennes

(Voir la liste complète sur [lalibre.be](http://lalibre.be))

La Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen a récemment débattu pour la première fois de la situation des femmes musulmanes en Europe. Un collectif de femmes musulmanes appelle à un réel modèle européen d'inclusion et de pluralisme qui permette à toutes et tous d'accéder à l'emploi et à l'éducation et qui ne mette pas une pression supplémentaire sur les femmes.

Selon un rapport récent de l'Open Society Justice Initiative, presque un Etat membre de l'Union européenne sur trois a introduit des restrictions juridiques sur les tenues vestimentaires des femmes musulmanes, que ce soit au niveau local ou national. En outre, les interdictions du port du voile ou d'autres vêtements portés par les femmes musulmanes, tant par des institutions publiques que privées, sont de plus en plus répandues dans plus de la moitié des pays de l'Union européenne. Avec pour conséquence d'empêcher ces femmes d'avoir accès à des emplois. Comment peut-on sérieusement réconcilier cela avec les principes européens de non-discrimination et d'égalité des genres ?

Il y a néanmoins de l'espoir pour une Europe inclusive : dans la plupart des pays, des propositions d'interdictions ont été rejetées soit par des législateurs soit par des tribunaux. Cela montre que de nombreuses personnes se mobilisent pour empêcher la stigmatisation et les discriminations envers les femmes musulmanes, notamment à travers des campa-

gnés menées par des associations.

Cela est d'autant plus important que les analyses montrent que nombre de ces interdictions de porter des signes religieux ciblent clairement les femmes musulmanes, même si elles sont présentées comme s'appliquant à tous les groupes religieux de manière égale. En effet, ces restrictions sont souvent adoptées suite à des débats publics houleux sur les tenues vestimentaires de femmes musulmanes et sur la présence des musulmans en Europe. L'argument de la "neutralité" est souvent utilisé afin de discriminer de manière légale les femmes musulmanes. D'autre part, de nombreux partis d'extrême droite se font les défenseurs de telles interdictions, en prônant des discours islamophobes.

La neutralité demeure bien entendu un principe clé de nos sociétés. On ne peut néanmoins pas déconnecter son usage actuel ainsi que ces politiques restrictives du contexte de suspicion généralisée envers les musulmans, de l'impact disproportionné de ces restrictions sur les femmes musulmanes, et de la dimension structurelle de cette exclusion, qui a aussi un impact sur la manière dont la société perçoit les femmes musulmanes.

Il faut faire preuve de courage politique et célébrer la diversité en s'assurant que toutes et tous, avec leurs identités multiples, puissent contribuer à nos sociétés. Il faut choisir des approches inclusives et positives plutôt que l'exclusion et les entraves aux droits fondamentaux. Une telle

approche constituera également un moyen puissant d'empêcher les partis les plus xénophobes de gagner en force dans plusieurs pays européens.

Il y a déjà de nombreux exemples positifs d'employeurs dans les secteurs publics et privés qui ont fait le choix de l'inclusion et qui influencent les développements politiques et juridiques dans différents pays de l'UE. Nous espérons que d'autres pays et institutions privées leur emboîteront le pas.

Les Etats membres de l'UE doivent évaluer les effets spécifiques de règles concernant le port de signes religieux dans les institutions publiques et privées sur les femmes musulmanes. Ils doivent également s'assurer que leurs pratiques et politiques promeuvent des lieux de travail et d'enseignement et des espaces publics inclusifs, notamment en rejetant toute nouvelle proposition d'interdiction de signes ou vêtements religieux dans l'emploi ou le secteur public. Pourquoi est-ce si difficile de choisir l'inclusion et de soutenir l'émancipation des femmes ?

Le débat au Parlement européen sur la situation d'exclusion vécue par un groupe spécifique de femmes en Europe constitue un soutien à la solidarité féministe plus large avec les femmes musulmanes qui commence à se manifester en Europe. A l'heure où les femmes musulmanes sont aussi victimes d'attaques racistes et sexistes, il est temps de reconnaître que les discriminations structurelles auxquelles elles sont confrontées alimentent le racisme et le sexisme.